



55756

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. .
LIMITÉE
E/ECA/LDCs.2/2
30 mars 1982
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion du Comité intergouvernemental
d'experts des pays africains les
moins avancés
Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
15-17 avril 1982

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Deuxième réunion de la Conférence
des ministres des pays africains
les moins avancés
Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
26-27 avril 1982

**BILAN DE L'ÉVOLUTION DES PAYS AFRICAINS LES MOINS
AVANCÉS AU COURS DE LA PÉRIODE 1980-1981**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION.....	1 - 2
II. CROISSANCE, ÉPARGNE INTÉRIEURE ET FORMATION DE CAPITAL FIXE.....	3 - 14
III. LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA BALANCE DES PAIEMENTS..	15 - 18
IV. AIDE ET DETTE.....	19 - 20
V. L'ÉVOLUTION DANS LE DOMAINE MONÉTAIRE ET FISCAL ET CELUI DES PRIX	21 - 27
VI. QUESTIONS DE POLITIQUE ET PERSPECTIVES	28 - 30

I. INTRODUCTION

1. La situation économique des pays africains les moins avancés est restée difficile au cours de la période 1980-1981. En dépit des conditions climatiques plus favorables sur l'ensemble du continent, certains des pays les moins avancés ont connu une pluviométrie irrégulière et la sécheresse qui ont débouché sur une situation alimentaire précaire. On a enregistré une contraction des devises dans la quasi-totalité des pays, les prix à l'importation, en particulier ceux du pétrole et des produits pétroliers ayant encore progressé et la nécessité d'importer des produits alimentaires s'étant accrue davantage. Alors que les prix à l'exportation affichaient une tendance générale à la hausse, la plupart des pays n'ont pas su en profiter puisque les exportations ont stagné quant elles n'ont pas réellement chuté en raison des tendances défavorables à long terme de la production et des circonstances exceptionnelles prévalant dans certains pays. La baisse de la capacité d'importation qui en est résultée s'ajoutant aux pénuries dans l'approvisionnement intérieur a privé l'industrie de matières premières et de pièces de rechange essentielles. La capacité a été par conséquent largement sous-utilisée. La baisse de la production a entravé la croissance des recettes fiscales publiques, ce qui en retour a provoqué d'importants emprunts bancaires pour le financement des déficits budgétaires. La moyenne du taux d'inflation par les prix est par conséquent restée élevée. Le déficit de la balance des paiements s'est aggravé et les réserves internationales ont dangereusement faibli. La dette publique extérieure s'est gonflée de nouveau exagérant la charge déjà lourde du service de la dette qui se situe actuellement à plus de 25 p. 100 des exportations de biens et de services dans certains pays.

2. Bref, l'évolution des pays africains les moins avancés au cours des deux dernières années démontre la tendance des faiblesses structurelles profondes de ces pays à faire tache d'huile et l'inaptitude de ces pays à faire face aux troubles. Il faut appliquer d'urgence des politiques et des mesures cohérentes pour corriger les déséquilibres actuels et jeter les bases d'une croissance et d'un ajustement structurel à plus long terme. A cet égard, l'appui de la communauté internationale, en particulier en ce qui concerne la fourniture d'urgence de ressources extérieures suffisantes, joue un rôle central et essentiel.

II. CROISSANCE, EPARGNE INTERIEURE ET FORMATION DE CAPITAL FIXE

3. Le taux de croissance du PIB des 25 pays africains les moins avancés pris ensemble a stagné en 1980, n'atteignant que 3,2 p. 100 contre 3,1 p. 100 en 1979 pourcentage à peine supérieur à la moyenne du taux de croissance démographique. Le taux de croissance en 1980 se situait bien en dessous de celui de 1978 (4,6 p. 100) et a été identique à la moyenne annuelle des années 70 (3,1 p. 100). Les taux de croissance correspondants du PIB des pays africains en développement pris ensemble ont été de 4,5 p. 100

en 1980, de 6 p. 100 en 1979 et de 5,9 p. 100 en 1978. En 1980, sept des pays africains les moins avancés, à savoir la Gambie, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Mali, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Tchad, ont enregistré des taux de croissance négatifs. La baisse du PIB a été particulièrement sensible au Tchad et en Guinée Bissau où il a atteint 6 et 5 p. 100 respectivement. En revanche, quelques pays, à savoir le Cap-Vert, les Comores, la Guinée et le Niger, ont enregistré pratiquement la même moyenne de croissance que les pays africains en développement dans leur ensemble, et un pays, le Botswana l'a dépassé de loin avec un taux de croissance de 12,6 p. 100.

4. Les estimations préliminaires faites au titre de l'année 1981 indiquent que le PIB total des pays africains les moins avancés a progressé de 3,4 p. 100 contre un taux de croissance global de 4,1 p. 100 pour l'ensemble des pays africains en développement.

5. Ainsi, s'agissant de la croissance, les pays africains les moins avancés n'ont pas réalisé de gains valables au cours des quelques dernières années. La conjoncture internationale défavorable a entravé la croissance de l'ensemble des pays africains en développement. Toutefois, en raison de leurs faiblesses structurelles inhérentes, de la rigidité des secteurs de production, de la fragilité de leur cadre institutionnel, de leur manque général de compétences et de la médiocrité de leur infrastructure, les pays africains les moins avancés ont très durement ressenti l'incidence des facteurs externes défavorables. En 1979 et 1980, l'indice de valeur unitaire des importations des pays africains en développement non exportateurs de pétrole, que l'on peut supposer identique à celui des pays africains les moins avancés, a progressé de 17 et 25 p. 100 respectivement. Près du tiers de cet accroissement découle des fluctuations des prix du pétrole. Dans le même temps, le volume des exportations en provenance des pays les moins avancés est resté faible comme les tendances contraires à long terme observées au niveau de la production s'ajoutant à des circonstances exceptionnelles telles que la sécheresse et la guerre civile dans certains pays, ont maintenu les exportations à un bas niveau.

6. La pénurie de devises a conduit à une réduction draconienne des importations dans la quasi-totalité des pays les moins avancés, ce qui, en retour, a privé le secteur des exportations des facteurs nécessaires à son fonctionnement normal aggravant davantage le manque de devises et ralentissant l'expansion économique générale.

7. Au niveau national, la stagnation du secteur agricole a continué d'être le facteur le plus pernicieux affectant la croissance économique globale dans les pays les moins avancés. Ce secteur emploie environ 82 p. 100 de la population active de ces pays, représente 44 p. 100 de leur PIB total et contribue pour 90 p. 100 à leurs recettes d'exportation. En 1980-1981, la sécheresse, les inondations, et les parasites ont affecté la production agricole de pays tels que la Gambie, le Malawi, le Lesotho, le Soudan et la République-Unie de Tanzanie. Dans la plupart

des pays, les prix sortie d'exploitation ont été maintenus à des niveaux exceptionnellement bas, le surplus ayant servi à subventionner la consommation urbaine. Les mécanismes et circuits de distribution et de commercialisation des produits laissaient beaucoup à désirer.

8. La valeur ajoutée agricole a augmenté de 2,6 p. 100 en 1980 dans l'ensemble des pays africains les moins avancés, augmentation à peine égale au rythme de croissance démographique. Bien que cet accroissement ait représenté une légère amélioration par rapport à 1979, il n'a pas suffi à compenser les pertes accumulées résultant de la faiblesse du rythme de croissance de l'agriculture au cours des années 70 (1,7 p. 100 en moyenne par an). On a continué à observer des insuffisances considérables dans le revenu par habitant en 1980; ces insuffisances ont été particulièrement marquées au Tchad, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Lesotho, au Malawi et au Mali. Toutefois, à la suite d'efforts gouvernementaux concertés visant à assurer une plus large distribution de semences améliorées, d'engrais et de services de vulgarisation, quelques pays, à savoir le Botswana, le Cap-Vert, l'Ethiopie, la Guinée et le Niger, ont réalisé des profits importants. Néanmoins, la plupart des pays ont eu besoin d'une importante aide alimentaire. Un certain nombre de pays ont importé d'importantes quantités de produits alimentaires à des prix internationaux records, ce qui a imposé de lourdes charges à la balance des paiements, alourdie davantage par les frais de transport maritime, en particulier pour les pays les moins avancés insulaires et enclavés.

9. Le secteur des industries manufacturières des pays les moins avancés est resté dérisoire et étroitement lié à l'agriculture. En 1980, ce secteur a représenté 8,1 p. 100 du PIB total de ces pays. La production globale dans ce secteur a diminué en 1980 après avoir enregistré une croissance d'environ 5,5 p. 100 en 1979. Mise à part l'incidence directe des mauvais résultats agricoles, la production manufacturière a souffert des pénuries de combustibles, de pièces de rechange de matières premières importées et de main-d'oeuvre qualifiée. Des ruptures fréquentes dans l'approvisionnement en eau et en énergie ont également été ressenties. La productivité du travail et du capital a fléchi et les entreprises industrielles ont fonctionné à un rythme bien en-dessous de leur capacité, dans un certain nombre de pays. En République-Unie de Tanzanie, ce taux d'utilisation de la capacité se situait, estime-t-on, entre 40 et 60 p. 100 au cours de la période 1980-1981.

10. Le secteur de l'exploitation minière occupe une place importante dans les économies du Botswana, de la République centrafricaine, de la Guinée, du Lesotho, du Niger et de la République-Unie de Tanzanie. Le rythme de croissance relativement rapide enregistré par le Niger et le Botswana découle largement de la croissance rapide des exportations d'uranium dans le cas du premier et de diamant dans le cas du second. La croissance dans ce secteur est restée limitée dans les autres pays, non seulement du fait de l'évolution des cours sur le plan international mais également en raison des insuffisances structurelles que connaissent les pays. Ces insuffisances sont: le coût élevé de l'extraction minière, la faiblesse de l'infrastructure, la pénurie de main-d'oeuvre

qualifiée pour les activités de prospection minière et le développement des exploitations minières, l'absence de capitaux et l'éloignement général des sites miniers potentiels.

11. Le développement de l'infrastructure matérielle dans les pays les moins avancés a énormément souffert de la pénurie de devises devant servir à l'achat de combustibles, de véhicules et de pièces de rechange. Le secteur des transports s'est sérieusement détérioré, ce qui a conduit à la perturbation du trafic des produits de base dans des pays tels que l'Ethiopie, le Soudan et la République-Unie de Tanzanie.

12. Dans maints des pays les moins avancés, la consommation totale a dépassé la production totale pour l'essentiel de la période allant de 1970 à 1980, ce qui a impliqué une désépargne considérable et des emprunts extérieurs pour financer la consommation. Pour le groupe pris dans son ensemble, la propension marginale à épargner et la moyenne du taux d'épargne sont restées à des niveaux extrêmement faibles. La première a enregistré une moyenne de 0,04 p. 100 au cours des années 70 et la seconde est passée de 11,2 p. 100 en 1970 à 8,4 p. 100 en 1980.

13. Le taux des investissements dans les pays les moins avancés a atteint 15,9 p. 100 du PIB en 1980 contre 14,30 p. 100 en 1970. Ces chiffres soutiennent mal la comparaison avec les moyennes régionales des pays africains en développement qui étaient de 25,7 et 17,4 p. 100 en 1980 et 1970 respectivement. La capacité à financer les investissements grâce à l'épargne intérieure était de 78,3 p. 100 en 1970. Ce taux a progressivement fléchi pour atteindre le faible niveau de 52,5 p. 100 en 1980.

14. Plus troublant, cependant, est le fait que la productivité des investissements, qui a été faible, fléchit actuellement. Le coefficient marginal de capital du groupe pris dans son ensemble se situait à environ 5 p. 100 au cours de l'ensemble des années 70. Cette moyenne a été sensiblement identique à celle enregistrée par l'ensemble des pays en développement non exportateurs de pétrole. Toutefois, alors que dans ce dernier groupe de pays l'utilisation excessive de techniques à forte intensité de capital et la négligence quasi-totale des avantages comparés de la main-d'oeuvre à bon marché ont été les principaux facteurs qui ont contribué à la baisse générale de l'efficacité du capital, les principaux facteurs en jeu dans les pays les moins avancés ont été l'incidence des infrastructures largement sous-développées, le faible niveau d'organisation et d'administration, la planification défectueuse des projets, la technologie inappropriée et l'absence d'effets d'entraînement entre les différents secteurs, débouchant sur une énorme sous-utilisation des capacités.

III. LE COMMERCE EXTERIEUR ET LA BALANCE DES PAIEMENTS

15. Le volume des échanges extérieurs des pays africains les moins avancés s'est nettement contracté au cours de 1979 et de 1980 et aucune évolution favorable n'a été enregistrée en 1981. En 1980, les importations ont fléchi pour la seconde année consécutive, alors que les exportations qui avaient progressé de 4,5 p. 100 en 1979 ont baissé brutalement de 6,3 p. 100.

16. Comme indiqué plus haut, le volume des importations a diminué dans la plupart des pays les moins avancés. Cette diminution a été le résultat de mesures délibérées de réduction des importations prises par les pays dont le pouvoir d'achat, qui provient des recettes d'exportation, a vivement baissé alors que les coûts à l'importation ont augmenté. Calculé selon la valeur du dollar en 1979, le pouvoir d'achat des exportations s'est affaibli dans l'ensemble des pays africains les moins avancés, à l'exception des Comores, du Niger et du Rwanda. C'est au Botswana, en Gambie, en République centrafricaine, au Soudan et en République-Unie de Tanzanie que le rythme de la baisse a été le plus important. L'accroissement des coûts à l'importation a été largement dû au relèvement des prix du pétrole et des denrées alimentaires importées. Au cours des deux dernières années, ces éléments ont ensemble absorbé plus de 50 p. 100 du total des recettes d'exportation de chacun des pays les moins avancés.

17. Paradoxalement, le volume des exportations en provenance des pays les moins avancés s'est contracté en 1980 au moment où les prix à l'exportation enregistraient une hausse générale. L'indice de valeur unitaire des exportations des pays africains en développement non exportateurs de pétrole a progressé de 21,56 et 10 p. 100 en 1979, 1980 et 1981 respectivement. Les pays africains les moins avancés n'ont pas su tirer profit de la hausse des prix à l'exportation en raison de carences généralisées dans l'approvisionnement des secteurs de la production, des difficultés de transport, d'autres facteurs apparentés tels que la faiblesse de l'appui institutionnel et le fait que, dans certains pays, l'augmentation de la consommation avait commencé à entamer les excédents à l'exportation.

18. En dépit du faible volume des importations, l'incidence nette du relèvement des prix à l'importation et à l'exportation a été telle que dans la quasi-totalité des pays les moins avancés le déficit s'est sensiblement accru en 1979 et 1980. Le déficit commercial du groupe considéré dans son ensemble s'est élevé à 3,6 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980, ce qui représente une augmentation de 43,3 p. 100 par rapport au déficit enregistré en 1979. La plupart des pays ont dû également faire face à des déficits persistants dans le compte des services puisqu'ils étaient fortement tributaires des services étrangers pour le transport de leurs échanges. Le déficit des comptes courants de la plupart des pays africains les moins avancés s'est par conséquent sensiblement accru. Pour gérer l'aggravation des déficits, les pays ont supporté de lourdes pertes de réserves internationales. Les réserves de la plupart de ces pays étant déjà faibles ou à peine suffisantes, la situation des paiements extérieurs de nombre d'entre eux est devenue négative. Un certain nombre de pays se sont également tournés de plus en plus vers les emprunts à court terme, y compris les crédits - fournisseurs et une plus grande accumulation des arriérés de paiements.

IV. AIDE ET DETTE

19. En 1980 le volume total de l'aide publique au développement (APD) consentie aux pays africains les moins avancés a augmenté de 4,6 p. 100 en termes nominaux pour atteindre 3,4 milliards de dollars des Etats-Unis (voir tableau), ce qui a représenté 34,4 p. 100 du total de l'aide accordée à l'Afrique en développement qui s'est accrue de 6 p. 100 seulement en 1980. Le gonflement de l'APD en faveur des pays les moins avancés a été largement dû à l'accroissement des apports en provenance des pays du Comité d'aide au développement (CAD) et des organismes multilatéraux. Ensemble, ces deux sources ont représenté environ 75 p. 100 du volume total de l'APD en faveur des pays les moins avancés. L'aide publique au développement, bilatérale et multilatérale, consentie par l'OPEP s'est accrue à un rythme plus lent et a représenté 13 p. 100 du volume total de l'APD en direction des pays les moins avancés en 1980. L'aide est restée fortement concentrée, au point qu'en 1980, le Soudan et la République-Unie de Tanzanie ont à eux seuls reçus 29 p. 100 du volume total déboursé. Si on considère le revenu par habitant aussi, la répartition est restée extrêmement inégale, allant de 5,6 millions de dollars des Etats-Unis à l'Ethiopie à 182,4 millions de dollars au Cap-Vert. A l'instar de l'Ethiopie, le Tchad et l'Ouganda ont également reçu moins de la moitié de la moyenne alors que le Botswana, le Cap-Vert, la République centrafricaine, les Comores, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Lesotho et la Somalie ont reçu plus du double de la moyenne. L'existence de liens politiques et historiques particuliers, de coûts minimums fixes pour certains types de projets, ainsi que l'existence de projets appropriés sont les facteurs qui ont été avancés pour expliquer ces disparités.

20. L'encours de la dette extérieure des pays africains les moins avancés a augmenté de 8 p. 100 pour atteindre 8,71 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980 alors que les pays continuaient à ressentir la nécessité de contracter des prêts commerciaux et à court terme importants pour suppléer aux insuffisances grandissantes des ressources. L'essentiel de l'encours de la dette totale en 1980 (60 p. 100) était concentré dans quatre pays, à savoir l'Ethiopie, la Guinée, le Soudan et la République-Unie de Tanzanie. En 1980 les pays africains les moins avancés ont déboursé 754,5 millions de dollars des Etats-Unis pour assurer service de la dette, ce qui a représenté 17,9 p. 100 de leurs recettes d'exportation combinées. C'est au Soudan (52,4 p. 100), en Guinée (39,9 p. 100), au Tchad (25,7 p. 100) et au Bénin (25,2 p. 100) que l'on a enregistré les taux les plus élevés.

Flux financiers à destination des pays africains les moins avancés en 1980
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	APD bilatérale en provenance des pays du CAD	Autre APD	Volume total de l'APD	Autre aide	Flux financiers totaux	Flux finan- ciers par habitant
Bénin	35,6	41,1	76,7	299,7	376,4	106,6
Botswana	83,4	15,4	18,8	-52,1	46,7	57,9
Burundi	59,6	45,2	104,8	0,3	105,1	24,8
Cap-Vert	38,9	20,2	59,1	0,0	59,1	182,4
Comores	13,4	25,9	39,3	0,9	40,2	112,3
Ethiopie	91,3	86,2	177,5	-1,4	176,1	5,6
Gambie	16,4	28,5	44,9	27,5	72,4	120,1
Guinée	32,5	35,8	68,3	46,0	114,3	22,8
Guinée-Bissau	34,4	14,4	48,8	7,5	56,3	98,3
Haute-Volta	151,1	50,6	201,7	15,7	217,4	31,5
Lesotho	59,6	25,5	85,1	-0,1	85,0	63,4
Malawi	75,6	47,1	122,7	29,7	152,4	29,0
Mali	131,3	79,1	210,4	1,9	212,3	30,6
Niger	104,9	56,0	160,9	83,2	244,1	45,9
Ouganda	42,2	49,0	91,2	19,6	110,8	8,4
République centr- africaine	75,1	24,3	99,4	18,4	117,8	51,4
République-Unie de Tanzanie	523,0	102,4	625,4	180,3	805,7	44,9
Rwanda	96,5	37,2	133,7	0,3	134,0	27,9
Somalie	139,4	199,1	338,5	106,5	445,0	96,0
Soudan	271,5	338,3	609,8	85,3	695,1	37,8
Tchad	20,1	6,1	26,2	-0,7	25,5	5,7
Ensemble des pays africains les moins avancés	2 095,8	1 282,2	3 423,2	868,5	4 291,7	31,0
Ensemble des pays africains en développement	6 814,3	3 131,5	9 945,8	8 984,3	18 930,1	

Source: OCDE, La coopération pour le développement, Etude de 1981.

V. L'EVOLUTION DANS LE DOMAINE MONETAIRE ET FISCAL ET CELUI DES PRIX

21. Au cours de 1979 et du début de 1980 les pays africains les moins avancés ont subi d'importantes pénuries de recettes budgétaires publiques à la suite de l'atonie qui a régné sur leurs échanges internationaux qui constituent la principale source de recettes publiques. Pour combler l'insuffisance des revenus, la plupart des gouvernements ont eu recours à une importante création de monnaie par le biais d'emprunts bancaires. Le gonflement de la masse monétaire qui en est résulté eu égard à l'insuffisance générale de l'offre intérieure et à l'incidence du relèvement des prix mondiaux a contribué à aggraver l'inflation. Dans la seconde moitié de 1980 et au début de 1981, la plupart des gouvernements ont appliqué des politiques fiscales et monétaires plus strictes en vue de juguler l'inflation et de réduire la demande d'importations et les déficits extérieurs des comptes courants.

22. La moyenne du taux de croissance de la masse monétaire (définie globalement) pour les 16 pays les moins avancés qui disposent de données a été d'environ 23 p. 100 en 1979. Ce rythme s'est ralenti pour passer à environ 17 p. 100 en 1980.

23. Deux pays, le Burundi et l'Ethiopie, ont enregistré des taux de croissance de la masse monétaire de -8 et -7 p. 100 respectivement en 1980. Dans ces deux pays la contraction de la masse monétaire a été due à une baisse substantielle des avoirs extérieurs nets à un moment où des politiques de crédit strictes étaient en vigueur. Outre ces deux cas, le gonflement de la masse monétaire dans les pays africains les moins avancés pris ensemble a été principalement dû à l'expansion démesurée du crédit intérieur, en particulier du crédit consenti au secteur public. Le crédit intérieur total a contribué pour 24 p. 100 au gonflement de la masse monétaire, dépassant considérablement l'effet de contraction provoqué par la diminution des avoirs extérieurs et d'autres facteurs. A elle seule, la croissance de l'emprunt dans le secteur public y a contribué pour 21 p. 100. L'évolution des avoirs extérieurs nets n'a eu sur la masse monétaire qu'un effet de contraction de 2 p. 100, alors que celles des autres facteurs ont eu un effet de 5 p. 100.

24. L'augmentation des dépenses publiques a stimulé la demande de biens et services à un moment où la production intérieure enregistrait une croissance relativement faible et où les importations étaient limitées. Les prix à la consommation dans les pays les moins avancés considérés globalement ont donc progressé de 19,2 p. 100 en 1979 et de 20,7 p. 100 en 1980. D'autres facteurs tels que le relèvement des taxes sur les produits, qui visait généralement à atténuer les déséquilibres fiscaux, les pressions inflationnistes venues de l'extérieur qui se sont transmises par le biais des effets des taux de changes fixes et souvent surévalués, le renchérissement du pétrole, des matières premières et des biens intermédiaires qui, d'une manière générale, a fait augmenter les coûts de production, ont également été responsables de la hausse des prix.

25. Le gonflement du crédit intérieur a été provoqué par l'écart grandissant entre les recettes et les dépenses publiques dans la quasi-totalité des pays les moins avancés. La moyenne du taux de croissance des recettes pour ce groupe de pays a été d'environ 16 p. 100 en 1980 contre un taux de croissance moyen des dépenses de 20 p. 100. En 1980, les recettes n'ont couvert que 66 p. 100 des dépenses, laissant un écart de ressources de 34 p. 100.

26. Pour diverses raisons, ces déséquilibres fiscaux ont persisté dans les différents pays. D'une manière générale, les facteurs les plus courants, s'agissant des dépenses, ont été les importantes hausses de salaire, l'accroissement des subventions eu égard à la hausse des prix, les obligations découlant du transfert de projets de développement achevés du budget d'équipement au budget ordinaire, l'inflation ainsi que l'alourdissement de la charge du service de la dette. S'agissant du revenu, une élasticité relative du régime fiscal dans l'évolution du revenu et des prix (dans la plupart des pays les moins avancés le rapport entre la fiscalité et le PIB est resté inférieur à 10 p. 100), l'étroitesse de la base d'imposition, la dépendance excessive à l'égard des recettes fiscales fournies par le commerce extérieur (en période d'atonie de la croissance des exportations et de restriction des importations) et les recettes généralement faibles fournies par les entreprises semi-publiques ont ralenti le rythme de croissance des revenus.

27. Un certain nombre de pays ont pris ou s'apprêtaient à prendre des mesures correctrices en vue de rétablir l'équilibre monétaire et budgétaire. Nombre de pays se sont de plus en plus tournés vers la fiscalité interne en tant que source de revenu pour faire face au relâchement des efforts fiscaux dans le domaine du commerce international. A cet égard, les moyens les plus importants mis en oeuvre ont été le relèvement des droits de consommation et des taxes sur les ventes, ainsi que des impôts sur le revenu individuel et les bénéfices. Toutefois, dans la plupart des pays on a mis davantage l'accent sur les efforts visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Ainsi, l'augmentation de l'utilisation de la capacité et la réduction du déficit des entreprises et des services publics sont devenus les principaux objectifs d'un certain nombre de pays. De même, dans un certain nombre de pays les entreprises publiques ont été invitées à mettre au point des plans financiers et leur comptabilité fait l'objet d'une surveillance stricte; les missions d'importance secondaire, les transports et les loisirs ont également été fortement réduits. Certains pays ont, en outre pris des mesures tendant à favoriser le retour du revenu des facteurs, à savoir les salaires et les rapatriements de salaires des personnes travaillant à l'étranger.

VI. QUESTIONS DE POLITIQUE ET PERSPECTIVES

28. Il ressort de l'étude ci-dessus que la première priorité en matière de politique pour les pays africains les moins avancés est pour l'immédiat de corriger les déséquilibres intérieurs et extérieurs. La réalisation de cet objectif exigera l'application d'un ensemble intégré de mesures destinées à contrôler la demande et à accroître l'offre.

29. Cette approche intégrée est essentielle, en particulier étant donné que les politiques poursuivies actuellement par les pays africains les moins avancés ne sont qu'un reflet des problèmes du développement et de l'ajustement structurel. Les solutions pour le court terme doivent constituer les premières mesures en vue de la mise en place d'une base plus solide pour une croissance harmonieuse de la production intérieure à long terme. Ainsi, bien qu'il soit difficile de généraliser, l'essentiel des politiques poursuivies par les pays les moins avancés doivent pour

l'immédiat chercher à rendre la croissance des agrégats monétaires plus conforme à l'accroissement de la production. Etant donné les taux de croissance actuels, un tel effort appellera une importante restriction de la formation de crédits et des emprunts publics. Par conséquent, la politique fiscale devra être exécutée judicieusement en vue de rationaliser les dépenses et de mobiliser des revenus supplémentaires. Les résultats financiers des entreprises publiques devront également être améliorés. S'agissant de l'offre les politiques en matière de production et d'investissement doivent insister sur l'utilisation plus intégrale de la capacité existante et la réalisation de programmes d'investissements directement productifs, en particulier ceux axés sur l'expansion du secteur des exportations. Il faudrait renforcer le rôle essentiel que joue le secteur de l'agriculture dans le processus d'ajustement, surtout en tant que source de produits d'exportation et de denrées alimentaires, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'amélioration de la production et de la productivité par le biais de politiques appropriées de fixation des prix, la fourniture de meilleures incitations et de facteurs de production en nombres suffisants, ainsi que l'application des résultats de la recherche aux situations locales. Dans le même temps, il faudra prendre des mesures complémentaires pour atténuer l'importance des goulets d'étranglement que l'on observe dans les secteurs d'appui, notamment les transports.

30. Au cours de la période considérée, un certain nombre de pays, à savoir le Soudan, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Haute-Volta et le Malawi, avaient amorcé ou étaient en train de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement selon les principes directeurs susmentionnés avec le concours du FMI et de la Banque mondiale. Toutefois, il est évident que pour appliquer immédiatement et avec succès les politiques et mesures nécessaires, il faudra disposer de ressources extérieures bien plus importantes que ne pourront fournir, le FMI et la Banque mondiale. Cela étant, la nécessité urgente de mettre en oeuvre des mesures internationales d'appui au titre de l'élément d'action immédiate du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue en septembre 1981 devient évidente. On se rappellera que pour l'immédiat, le Programme exige la fourniture immédiate de ressources importantes en faveur des pays les moins avancés pour leur permettre de répondre à leurs besoins les plus pressants.

ANNEX

**Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)**

Pays	Taux de croissance du PIB	Agriculture		Industrie		Coefficient		Taux de croissance des importations		Taux de croissance des exportations		Elasticité des importations par rapport au PIB	
		Contribution au PIB ^{a/}	Taux de croissance	Contribution au PIB ^{a/}	Taux de croissance	Proportion marginale dans le PIB ^{a/}	Proportion marginale dans le PIB ^{a/}	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations
		Contribution au PIB ^{a/}	Taux de croissance	Contribution au PIB ^{a/}	Taux de croissance	Proportion marginale dans le PIB ^{a/}	Proportion marginale dans le PIB ^{a/}	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations
Bénin	1970-75	3,10	45,96	0,10	8,35	5,10	6,14	9,54	-0,03	5,70	1,90	17,00	1,84
	1975-80	0,90	39,37	5,90	9,15	-6,80	19,75	7,60	-2,85	0,30	2,90	21,09	0,33
	1970-80	2,00	-	2,90	-	-1,10	8,76	-	-0,22	2,70	2,43	14,46	1,35
	1978	4,08	49,75	14,98	7,02	-4,09	3,99	3,16	2,37	6,05	21,01	16,29	1,48
	1979	5,86	49,68	5,71	6,44	-2,85	2,58	5,55	0,57	-5,82	1,42	15,09	-0,99
1980	2,09	50,25	3,25	6,32	0,10	6,92	4,42	-1,20	-4,87	-8,16	14,46	-2,33	
Botswana	1970-75	8,30	42,08	2,20	7,84	15,30	4,85	4,95	0,63	11,70	24,30	38,46	1,41
	1975-80	12,70	31,57	3,00	10,76	11,70	3,06	25,75	0,28	12,80	15,80	42,08	1,01
	1970-80	10,40	-	2,60	-	13,50	3,72	-	0,38	12,20	20,00	35,56	1,17
	1978	6,91	27,21	-1,73	11,33	-9,55	4,47	22,49	0,16	16,55	0,71	30,90	2,40
	1979	26,34	21,29	-1,17	13,90	54,93	1,22	30,34	0,59	36,16	52,47	32,24	1,37
1980	12,76	20,22	7,12	10,31	-16,36	2,79	26,67	0,01	9,60	-2,55	35,56	0,75	
Burundi	1970-75	1,10	68,24	1,00	6,77	4,30	5,19	3,56	0,19	8,00	3,70	4,48	7,27
	1975-80	4,80	67,86	3,40	7,91	4,60	2,00	2,86	0,03	7,50	-2,30	6,93	1,56
	1970-80	2,90	-	2,10	-	4,40	2,74	-	0,02	7,80	0,60	12,29	2,59
	1978	8,52	63,68	7,92	7,72	3,39	1,44	6,25	0,64	14,29	29,12	12,24	1,68
	1979	1,90	63,50	1,60	7,75	2,25	6,49	2,94	-1,04	4,46	2,56	12,33	2,35
1980	3,07	63,21	2,60	7,81	3,80	4,00	3,03	0,05	3,21	3,65	12,29	1,05	

^{a/} Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB		Agriculture		Industrie		Coefficient d'épargne		Taux de croissance des importations		Taux de croissance des exportations		Elasticité des importations par rapport au PIB
		croissance du PIB	au PIB ^{a/}	Contri- bution au PIB ^{a/}	Taux de croissance	Taux de croissance	margi- nales	Propor- tion	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations				
Cap-Vert	1970-75	-1,90	20,25	-0,10	5,24	1,50	-9,98	-38,70	1,43	-6,90	-6,60	18,38	3,63	
	1975-80	3,10	22,12	3,60	6,21	1,90	6,23	-25,21	-0,11	-12,90	-8,80	19,53	-4,16	
	1970-80	0,50	-	1,70	-	1,70	38,00	-	-6,68	-4,90	-7,70	19,09	-9,80	
	1978	2,50	22,84	3,93	5,89	2,52	6,12	24,86	-3,20	-9,13	-0,79	15,29	-3,65	
	1979	4,74	22,36	2,51	5,76	2,45	3,58	22,32	-0,37	2,34	3,17	16,97	0,49	
1980	5,21	22,69	6,76	5,87	7,12	3,66	20,16	-0,11	5,93	3,85	19,09	1,14		
Rép. centr.-africaine	1970-75	0,40	34,66	2,40	13,09	-0,30	40,19	11,34	-5,19	-1,00	-6,20	18,12	-2,50	
	1975-80	1,70	38,30	2,10	12,63	3,80	8,56	3,33	0,15	0,90	-0,10	14,03	0,53	
	1970-80	1,10	-	2,20	-	1,70	14,32	-	-0,86	-0,10	-3,20	15,09	-0,09	
	1978	0,55	36,55	-0,52	13,93	3,84	29,64	7,43	-2,78	-2,98	-0,54	16,30	-5,42	
	1979	-0,35	37,30	1,70	14,08	0,68	-44,17	6,50	0,64	2,09	4,03	15,46	-5,97	
1980	-1,85	38,95	2,50	13,95	-2,74	-8,15	4,03	0,88	6,94	-1,94	15,08	-3,75		
Tchad	1970-75	2,50	53,15	-0,50	5,49	5,80	4,74	3,59	0,04	3,10	1,10	10,63	1,24	
	1975-80	-1,30	45,78	-0,60	6,47	-5,60	-7,76	3,61	0,04	-3,50	1,10	13,08	2,69	
	1970-80	0,60	-	-0,50	-	-0,10	17,11	-	0,03	-0,20	1,10	7,09	-0,33	
	1978	-2,88	44,07	-3,91	5,81	-7,24	-7,90	5,19	0,31	-7,74	-3,86	22,76	2,69	
	1979	-3,64	46,14	0,88	5,57	-7,70	-2,29	5,35	0,02	-11,71	-6,01	8,35	3,22	
1980	-5,87	47,28	-3,55	5,20	-12,00	-1,21	3,57	0,28	-7,88	-9,81	7,09	1,34		

^{a/} Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB au PIB ^a	Agriculture	Industrie	Coefficient d'épargne	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Investissements en % du PIB ^a	Elasticité des importations par rapport au PIB
Cameroun	1970-75	1,80	44,57	6,70	15,14	13,54	5,3	-4,6	2,94
	1975-80	-0,00	45,41	7,23	-35,44	3,05	3,8	1,1	-3,80
	1970-80	0,90	-	-	35,14	-	4,6	-1,8	5,11
	1978	1,18	51,26	5,08	20,83	10,19	3,04	-30,05	2,55
	1979	10,39	50,31	4,72	2,74	13,98	25,08	34,27	2,41
Ethiopie	1980	4,54	50,02	4,70	9,49	10,96	21,84	-39,15	4,81
	1970-75	2,20	54,66	9,55	4,82	9,98	4,3	2,0	1,95
	1975-80	3,30	51,10	8,99	3,28	10,76	3,3	0,7	-1,00
	1970-80	2,80	-	-	3,99	-	0,4	1,3	-0,14
	1978	5,19	49,21	9,85	1,18	3,07	4,88	10,62	0,94
Gambie	1979	5,66	48,80	10,06	1,83	9,88	0,00	35,73	0,00
	1980	6,14	48,41	9,74	2,00	12,29	0,00	5,50	0,00
	1970-75	4,60	30,71	5,11	3,57	2,33	9,7	15,3	2,11
	1975-80	-4,60	35,38	5,88	-6,35	14,39	7,7	-8,3	-1,67
	1970-80	2,00	-	-	12,09	-	8,7	2,8	4,35
Gambie	1978	25,36	32,80	3,70	1,55	6,79	6,95	-28,61	0,27
	1979	-18,18	25,10	2,71	-12,12	8,48	17,40	80,57	-0,96
	1980	-2,19	24,57	2,63	-18,11	-7,41	-1,40	-34,47	0,64

^{a/} Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB		Industrie	Agriculture	Taux de croissance du PIB		Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Elasticité des importations par rapport au PIB			
		croissance	du PIB			croissance	du PIB						
Guinée	1970-75	2,90	66,73	2,89	2,30	5,40	6,70	0,65	3,20	16,40	14,82	1,10	
	1975-80	1,70	63,72	2,82	3,10	8,81	14,04	0,23	0,40	6,90	16,50	0,24	
	1970-80	2,30	-	-	2,80	6,49	-	0,40	3,60	11,50	13,44	1,57	
	1978	3,20	57,52	2,21	3,10	13,00	3,94	11,52	-0,09	22,37	12,62	6,99	
	1979	-0,49	54,68	-5,38	3,12	-1,59	-27,92	14,69	329,59	-8,04	6,47	13,68	16,41
	1980	6,43	55,46	7,94	3,01	2,69	2,09	15,43	0,29	1,21	8,40	13,44	0,19
Bénin	1970-75	2,20	62,54	1,40	1,06	0,10	4,30	24,63	0,57	5,90	13,55	0,14	
	1975-80	-0,90	59,94	-1,20	0,95	2,50	-8,13	27,94	1,78	2,10	5,35	-2,33	
	1970-80	0,70	-	0,10	-	1,30	13,42	-	0,37	1,20	9,28	1,71	
	1978	4,44	60,42	9,40	1,12	9,98	1,94	22,77	-0,80	0,69	8,60	0,16	
	1979	1,93	60,30	1,72	1,13	3,30	4,64	23,44	0,53	6,21	8,96	3,22	
	1980	-4,64	58,87	-6,90	1,13	-5,06	-2,00	25,73	-0,29	0,76	-8,82	9,28	-0,16
Lesotho	1970-75	6,80	40,85	-2,20	2,70	23,50	2,45	-26,70	-2,60	29,70	8,10	4,37	
	1975-80	8,00	26,25	0,40	5,60	5,70	2,82	-88,51	-0,29	1,10	18,20	0,14	
	1970-80	7,40	-	-2,00	-	14,20	2,48	-	-0,78	14,50	13,00	1,96	
	1978	15,30	21,90	11,12	4,02	4,22	1,79	-59,64	-0,32	0,78	31,67	0,05	
	1979	-6,55	21,29	-9,17	4,90	13,83	-3,29	-57,88	0,85	1,74	122,78	-0,27	
	1980	-0,53	18,19	-15,00	5,02	2,00	-41,00	-52,14	3,39	-15,84	-18,86	21,73	29,89

a/ Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance		Industrie		Coefficient		Taux de croissance		Taux de croissance		Elasticité des importations par rapport au PIB	
		Agriculture	Industrie	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB	Contr. PIB au PIB
Mali	1970-75	9,30	47,37	6,10	15,36	10,90	2,52	13,33	0,07	5,50	6,70	26,06	0,59
	1975-80	5,10	40,83	3,40	16,56	4,50	4,20	10,99	0,45	-0,90	3,80	20,79	-0,18
	1970-80	7,20	-	4,70	-	7,70	3,19	-	0,24	2,30	5,30	22,04	0,32
	1978	5,44	40,01	3,80	15,67	5,88	4,40	17,20	0,75	12,43	-14,95	23,95	2,28
	1979	4,33	39,29	2,44	15,81	5,28	5,14	17,45	0,23	-0,08	10,02	22,26	-0,02
Mali	1980	1,53	37,58	-2,90	16,11	3,47	14,41	18,71	1,01	0,17	8,25	22,04	0,11
	1970-75	2,70	48,16	0,50	10,54	2,50	6,03	13,75	-0,87	10,6	5,00	17,63	3,93
	1975-80	2,00	43,17	1,30	10,46	2,60	6,99	2,45	0,25	-1,7	0,10	14,95	-0,85
	1970-80	2,30	-	0,90	-	2,60	6,61	-	-0,36	4,3	2,50	13,01	1,87
	1978	5,98	41,35	5,50	11,38	12,34	2,48	5,61	0,34	1,56	5,96	14,81	0,26
Niger	1979	3,62	41,62	4,31	11,37	3,59	4,23	5,41	0,003	4,62	1,36	15,33	1,28
	1980	-2,00	41,92	-1,29	10,83	-6,71	-6,51	4,39	0,55	-6,06	-1,84	13,01	3,03
	1970-75	1,00	60,42	-4,90	6,04	1,50	10,28	2,31	2,13	4,00	6,80	9,46	4,00
	1975-80	8,10	49,41	9,90	6,82	4,40	1,49	5,08	0,12	5,30	4,80	11,09	0,65
	1970-80	3,50	-	2,30	-	2,90	3,20	-	0,17	4,70	5,80	13,06	1,34
Niger	1978	8,26	55,38	5,40	5,59	9,09	1,36	5,23	0,13	8,90	10,89	11,24	1,08
	1979	4,66	53,88	1,81	5,78	8,14	2,73	7,20	0,48	3,13	5,70	12,71	0,67
	1980	4,51	53,81	4,38	5,73	3,56	2,90	7,56	0,12	6,22	6,60	13,06	1,38

a/ Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB		Taux de croissance du PIB		Taux de croissance du PIB		Taux de croissance du PIB		Taux de croissance du PIB		Elasticité des importations par rapport au PIB	
		Agriculture	Industrie	Taux de croissance	Taux de croissance	Taux de croissance	Taux de croissance	Taux de croissance	Taux de croissance				
Rwanda	1970-75	9,10	68,64	3,60	3,47	38,40	1,00	3,37	0,18	7,50	9,30	7,09	0,82
	1975-80	4,80	52,99	4,40	11,41	6,30	2,48	8,56	0,34	5,10	11,30	11,14	1,06
	1970-80	6,90	-	4,00	-	21,30	1,49	-	0,25	6,30	10,30	12,70	0,91
	1978	4,20	53,56	4,93	11,90	8,99	2,84	12,20	0,28	25,53	14,91	11,93	6,08
	1979	3,69	52,43	1,50	12,34	7,48	3,40	13,49	0,40	1,39	6,03	12,53	0,38
1980	3,03	51,96	2,10	12,21	1,99	4,19	14,01	0,27	-0,56	1,95	12,70	-0,18	
Somalie	1970-75	4,50	37,66	0,80	8,49	9,50	4,06	7,91	0,07	3,70	7,90	15,38	0,82
	1975-80	2,40	31,46	2,20	8,19	2,50	9,27	7,66	0,19	-1,00	-4,30	21,12	-0,42
	1970-80	3,40	-	1,50	-	6,00	5,87	-	0,11	6,60	4,00	23,38	1,94
	1978	2,70	31,00	0,93	7,99	0,00	9,46	7,26	-0,33	30,65	42,98	25,55	11,35
	1979	2,15	30,91	1,85	7,96	1,80	14,58	-1,68	-1,21	23,57	-27,36	31,34	10,96
1980	1,03	31,15	1,82	8,25	4,71	22,70	8,98	-11,20	-37,45	1,59	23,38	-36,36	
Soudan	1970-75	2,90	44,53	3,20	10,18	-2,20	9,32	9,72	0,45	8,30	9,70	11,83	2,86
	1975-80	3,80	45,25	-0,90	7,92	1,60	9,09	13,81	-0,28	2,30	-13,30	15,20	0,61
	1970-80	3,40	-	1,10	-	-0,30	4,55	-	-0,02	5,30	-2,50	19,35	1,56
	1978	3,98	42,11	9,67	6,26	-1,82	5,43	5,98	-0,01	6,90	-3,10	21,60	1,73
	1979	2,90	36,64	-10,47	6,99	14,82	6,69	6,20	0,13	-10,75	-8,00	19,39	-3,71
1980	3,38	35,77	0,92	7,09	4,84	-5,72	6,39	0,12	-6,83	-16,52	19,35	-2,02	

a/ Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs en paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB		Industrie		Coefficient		Taux de croissance des importations		Taux de croissance des exportations		Investissements en % du PIB		Elasticité des importations par rapport au PIB
		Agriculture	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Taux de croissance	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	Contr. PIB au PIB ^a	
Ouganda	1970-75	0,10	55,49	0,70	7,45	-3,00	105,75	15,41	-5,13	-5,90	-9,30	13,33	-59,00	
	1975-80	0,10	56,82	0,80	6,37	-5,50	81,10	7,38	2,49	4,10	-3,70	7,82	41,00	
	1970-80	0,10	-	0,80	-	-4,20	98,50	-	43,81	-1,10	-6,50	8,40	-11,00	
	1978	0,90	58,08	1,82	5,03	-10,53	8,20	3,54	-1,45	-3,10	-14,31	7,38	-3,44	
	1979	-1,50	57,76	-2,04	4,88	-4,52	-5,09	11,45	-3,85	-36,33	19,45	7,63	24,22	
1980	-0,12	59,03	2,08	4,80	-1,66	-70,00	-2,48	4,52	74,73	-17,51	8,40	-622,75		
République Unie de Tanzanie	1970-75	4,50	41,16	2,40	10,08	4,70	4,85	29,78	0,77	6,40	-1,00	22,53	1,42	
	1975-80	5,80	37,27	7,00	10,20	0,10	3,30	8,36	0,18	-7,60	-7,40	21,10	-1,31	
	1970-80	5,20	-	5,20	-	2,40	3,90	-	0,42	-0,80	-4,30	17,21	-0,15	
	1978	7,15	40,07	8,90	9,92	4,93	2,57	7,31	-1,39	22,06	-11,95	18,39	3,09	
	1979	5,00	40,07	5,00	9,26	-2,03	3,74	8,96	0,42	-14,33	-19,04	18,69	-2,87	
1980	4,00	39,30	2,01	7,75	-12,99	4,30	10,69	0,54	-22,29	-15,64	17,21	-5,57		
Haute Volta	1970-75	1,00	47,45	-1,70	10,88	7,10	17,19	-1,46	-0,08	11,30	5,80	11,13	11,3	
	1975-80	1,30	41,46	-1,10	14,58	1,30	17,50	0,52	0,09	-1,00	2,80	23,24	-0,77	
	1970-80	1,20	-	-1,40	-	4,20	15,73	-	-0,01	5,00	1,40	22,27	4,17	
	1978	3,15	37,48	-5,03	13,76	4,84	7,53	-0,27	-0,07	4,63	-5,24	23,71	1,47	
	1979	4,89	36,91	3,30	14,62	10,70	4,61	1,13	0,18	-4,30	0,22	22,52	-0,88	
1980	2,07	36,74	1,61	14,57	2,39	10,76	1,04	-0,03	1,45	2,01	22,27	0,70		

a/ Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.

Principaux indicateurs et paramètres économiques des pays africains les moins développés
(pourcentages sans indications contraires) (en prix constants de 1970)

Pays	Période	Taux de croissance du PIB	Agriculture		Industrie		Coeffi- cient margi- nal de capital	Epargne inté- rieure dans le PIB a/	Propen- sion margi- nale à épargner PIB a/	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations en % du PIB ^{e/}	Investisse- ments en % du PIB ^{e/}	Elasti- cité des importations par rapport au PIB
			Contri- bution au PIB ^{a/}	crois- sance au PIB ^{a/}	Contri- bution au PIB ^{a/}	Taux de crois- sance							
Ensemble des pays africains les moins développés	1970-75	2,80	50,63	1,40	8,64	2,80	5,21	11,20	-0,01	5,30	3,60	14,30	1,39
	1975-80	3,50	42,29	2,10	8,62	2,10	4,41	9,60	0,07	0,70	-2,00	14,90	0,20
	1970-80	3,10	-	1,70	-	2,40	4,85	-	0,04	3,00	0,60	15,93	0,97
	1978	4,59	46,13	4,55	8,19	4,20	3,38	5,59	0,47	8,96	-1,36	15,52	1,95
	1979	3,08	44,46	-0,66	8,40	5,54	5,19	8,23	0,32	-5,30	4,50	16,00	-1,72
	1980	3,20	44,18	2,55	8,06	-0,86	4,98	8,36	0,13	-3,87	-6,28	15,93	-1,21
Afrique en développ- ement	1970-75	4,90	33,42	1,30	9,50	6,10	4,36	19,90	0,11	9,00	0,50	17,40	1,84
	1975-80	5,60	28,15	1,20	10,07	5,00	4,55	17,90	0,29	3,00	3,80	25,30	0,54
	1970-80	5,20	-	1,30	-	5,50	4,38	-	0,21	5,90	2,10	25,70	1,13
	1978	5,88	24,33	2,87	9,73	6,79	4,47	16,5	0,13	2,46	1,76	26,31	0,42
	1979	6,01	23,30	1,50	9,87	7,48	4,19	17,42	0,33	1,90	11,21	25,19	0,32
	1980	4,53	22,77	2,17	10,01	3,53	5,67	18,30	0,37	-4,48	-5,83	25,70	-0,99

a/ Pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980, les années considérées sont 1970 et 1975.